Lebrun Tondu FRC
20127 a
Case
FRC
20956

CONVENTION NATIONALE.

COMPTE RENDU

A LA

CONVENTION NATIONALE

PAR

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGERES,

Dans la séance du 26 septembre 1792, l'an premier de la république françoise.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE, ET ENVOYÉ AUX 83 DÉPARTEMENS ET A L'ARMÉE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

EN conformité du décret qui enjoint aux membres du conseil exécutif de rendre compte à la convention nationale de l'état de leurs travaux et de la situation des différentes parties de la république françoise, je viens rendre celui du département qui m'a été confié. Je n'y mettrai, messieurs, d'autre art que la franchise la plus entiere, et cette tranquillité d'ame que doit inspirer, même au milieu des dangers les plus apparens, le sentiment de la force d'un grand peuple, qui sera libre, puisqu'il veut l'être.

Avant l'époque du 10 août, la nation françoise avoit, pour ainsi dire, perdu toute sa considération au-dehors : c'étoit le fruit des perfides intrigues d'une cour qui faisoit entrer notre avilissement, comme élément essentiel dans les projets de contre-révolution qu'elle méditoit ; c'étoit le fruit de la publicité que les conspirateurs n'avoient pas craint de donner à leurs complots, tant ils se croyoient assurés du succès !

En effet, messieurs, (et cette circonstance vous paroîtra sans doute assez remarquable,) j'ai eu occasion de me convaincre

THE NEWBERRY LIBRARY

que dans les contrées les plus éloignées, comme chez nos plus proches voisins, on avoit eu d'avance des notions certaines et très-etendues sur tous les fils de cette vaste conjuration qui devoit nous être si fatale. Les mêmes causes qui donnoient aux armées autrichiennes et prussiennes tant de sécurité et de confiance, aux rebelles émigrés tant de présomption et de jactance, aux aristocrates de l'interieur tant d'audace et d'insolence; ces causes agissoient aussi dans le reste de l'Europe, et nous perdoient dans l'opinion des peuples. Par-tout on voyoit déja la contre-révolution consommée, la liberté anéantie; et le peuple françois vaincu, ruiné, rentrant sous le joug du despotisme, n'étoit déja plus qu'un objet de pitié et de derision.

Mais la journée du 10 août, en déconcertant au-dedans tous les projets de nos ennemis, a dérangé aussi les fausses spéculations au-dehors. Les étrangers ont vu que nous allions enfin avoir un gouvernement, et ils n'ont pu le voir avec indifférence. Notre crédit public a commencé aussitôt à se relever: le commerce n'a plus eu les mêmes alarmes; le change a éprouvé d'heureux changemens en notre faveur; les peuples ont conçu de nouvelles espérances, et la terreur des rois s'est réveillée.

En prononçant ces derniers mots, je viens, Messieurs, de vous révéler les mysteres de la diplomatie actuelle. Telles sont en effet les seules données sur lesquelles doivent aujourd'hui reposer tous les calculs de la politique: d'une part, la haine des gouvernemens pour nos principes, et d'une autre part, les secretes dispositions des peuples pour les adopter.

Oui, Messieurs, je n'hésite pas de vous le répéter: presque tous les gouvernemens sont les ennemis de la révolution française, parce que tous sont encore plus ou moins infectés du venin de l'aristocratie et du despotisme; mais aussi j'ose affirmer que nous avons par-tout de chauds amis parmi les peuples; j'ose affirmer que les hommes de tous les pays n'ont pas cessé de faire des vœux pour nos succès, malgré les exagérations, les mensonges, les calomnies dont on a essayé de nous flétrir, malgré même les excès vraiment déplorables qui ont fait quelques torts à la plus belle des causes. C'est qu'il y a, dans tous les pays, des hommes raisonnables qui savent que la destruction d'un trône ne se fait pas sans fracas ni tremblement; c'est que, dans tout pays il y a des hommes justes qui ont pesé dans la même balance les effets et les causes de cette vengeance redoutable du peuple; c'est qu'enfin, il y a par-tout des hommes véritablement sensibles et humains qui comptent aussi pour quelque chose l'affranchissement de 25 millions de leurs semblables, et qui mettent en compensation de quelques désordres momentanés, de quelques malheurs individuels, les bienfaits éternels de la liberté et de l'égalité, que tôt ou tard tous les peuples de la terre partageront avec le peuple français.

Les rois ont prévu ce résultat ; et ils feront tout pour le prévenir ou le retarder. J'ai promis, messieurs, de ne pas vous bercer de vaines illusions : eh bien ! voici ce que je crois être de la plus exacte vérité : c'est que la crise actuelle n'est pas la plus périlleuse que nous ayions à redouter ; c'est que le moment du plus terrible danger arrivera au printemps prochain ; c'est qu'alors la tyrannie coalisée fera son dernier effort, et que nous aurons à repousser à-la-fois les forces combinées de tous les rois qui auront pu ou qui auront osé fournir leur contingent à cette croisade impie. Mais s'il est prudent de ne pas dissimuler les dangers, il est juste aussi de ne pas les exagérer à plaisir ; et je vois en même-tems quelques motifs de nous rassurer, dans l'inquiete jalousie de tous ces potentats, dans la dévorante ambition qui les consume, dans des rivalités qu'un danger commun a pu assoupir, mais n'a pas éteintes ; dans le choc de tant d'intérêts divers, qui se contrarient sans cesse ; dans les méfiances réciproques, dans les craintes respectives qui les agitent entre eux d'autant plus activement qu'ils connoissent mieux leur immortalité profonde, leur atroce machiavélisme, leur improbité politique ; dans la détresse pécuniaire où les plongent leurs insultantes prodigalités, dans la lassitude des peuples ;.... enfin, dans mille événemens politiques ou physiques, inattendus ou prévus, qui peuvent et qui doivent infailliblement survenir durant le cours de six mois, et que sans doute nous nous appliquerons à connoître et à surveiller pour notre profit.

Si la prudence permettoit de donner à ces apperçus généreux les développemens dont ils sont susceptibles, je vous exposerois, Messieurs, une foule de faits particuliers, qui acheveroient de vous faire juger toute l'étendue de nos espérances et de nos craintes. Je vous montrerois cette femme étonnante, qui, depuis vingt ans, est habituée à fixer les intérêts du nord, et qui aspire vainement depuis vingt ans à fixer ceux de l'Europe entiere ; cette femme dont tous les genres de grandeurs et de jouissances n'ont pu encore satisfaire les desirs ; qui sait allier les foiblesses et les qualités de son sexe avec toute la force et les vices du nôtre ; je vous la montrerois toujours constante dans la jalousie qu'elle a vouée aux Français, et toujours irritée des distances immenses qui la séparent de nous ; toujours nous menaçant de ses vaisseaux et de ses Cosaques, et toujours humiliée de la nullité des uns et des autres ; toujours annonçant l'arrivée de ses forces de terre et de mer pour nous asservir, et toujours arrêtée, soit par l'extrême pénurie de ses finances, soit pour donner le change et tromper ses propres alliés sur les véritables projets de son ambition, soit enfin par la crainte très-fondée qu'en cherchant au loin les hasards d'une guerre douteuse, elle ne soit accablée, dans ses propres états, par des voisins qui ont d'anciennes injures à venger, des pertes récentes à réparer.

Ces considérations, Messieurs, sont la raison suffisante des bruits contradictoires qui circulent sur les préparatifs et les armemens de la Russie. On a dit que quinze ou vingt, ou même trente mille Russes étoient en route pour se joindre aux armées combinées qui déja nous combattent ; mais je vous certifie que jusqu'à-présent ces troupes n'ont pas dépassé les frontieres de la Pologne, et j'ajoute que les quarante mille Russes qui s'y trouvent suffisent à peine pour y contenir un peuple que l'esclavage irrite, et les factions opposées des grands qui s'entre-déchirent.

On a parlé d'une flotte venue d'Archangel dans les ports du Dannemarck, et déja l'on suppose que cette flotte va se montrer sur nos côtes et les insulter ; et moi, Messsieurs, je puis assurer que les vaisseaux russes effectivement venus d'Archangel, n'ont pas le quart de leur équipement ; et que, pour le compléter, ils viennent de faire voile pour le port de Cronstadt ; qu'ainsi il est maintenant impossible qu'ils sortent de la Baltique avant le mois de juin prochain.

On a encore fait grand bruit d'une autre flotte apparue subitement de la mer-noire dans l'Archipel. Mais d'abord, ce bruit ne s'est pas confirmé, et depuis un mois qu'il a été répandu, la flotte sans doute auroit été apperçue dans quelques points de ces mers ; mais d'ailleurs ce passage, par le Bosphore, de vaisseaux de guerre russes, seroit une violation manifeste des traités subsistans entre la Russie et la Porte Ottomane ; et certes les Turcs ne seront pas assez fous pour familiariser les Russes avec ce passage.

En parcourant les autres contrées du Nord, vous verriez la Pologne déchirée de factions, à moitié subjuguée par la force, ne pouvant rien contre nous par ses armes, ni pour nous que par de stériles vœux ; la Suede, dont le gouvernement actuel est assez sage pour desirer la paix, et même de plus étroites liaisons avec la France, mais trop foible pour résister toujours aux sollicitations impérieuses de Catherine I, qui exige en ce moment l'armement stipulé par son traité avec Gustave ; le Dannemarck enfin, qui a l'habitude autant que le besoin de la neutralité, mais qui pourroit être entraîné aussi dans les mouvemens de la Russie, dont il est le satellite inséparable. Au reste, il sera facile de juger bientôt les véritables intentions de la cour de Copenhague, par la conduite qu'elle tiendra en sa qualité de co-état de l'Empire Germanique.

Dès l'origine de la premiere révolution, tous ceux dont elle froissoit les préjugés ou les intérêts, avoient vu, dans l'abolition du régime féodal, le germe d'une guerre entre l'Allemagne et la France. La cour de Vienne, d'accord avec nos traîtres, s'étoit promis, dès-lors, de ne point laisser tarir une source aussi féconde de divisions ; et depuis, l'on n'a rien négligé pour arrêter

l'effet de toutes les négociations qui auroient pu finir trop promptement ces scandaleuses querelles. Le moment d'en profiter leur a paru favorable ; et après trois ans d'incertitudes, de controverses, de débats, de promesses et de menaces, l'Empire Germanique, se décidant lentement, se remuant pesamment, a pris enfin la résolution de nous déclarer la guerre, et par conséquent de renoncer aux indemnités que la générosité française lui avoit offertes. On attend tous les jours le prononcé définitif de la diete de Ratisbonne contre la France ; mais j'espere qu'on attendra long-temps encore l'armée des Cercles qui doit le mettre à exécution.

Plusieurs Princes et Etats avoient devancé le jugement de la Diete ; d'autres Etats l'apprendront avec peine, et ne s'y soumettront pas sans contrainte. De ce nombre sont toutes les villes impériales dont cette guerre ruinera le commerce, et peut-être l'électeur de Saxe, qui a le bon esprit d'aimer le repos de ses peuples et le sien. Mais les princes de la maison de Hesse, ceux de Bade, les Electeurs ecclésiastiques, l'électeur de Baviere, le duc de Wirtemberg, ont déja accédé depuis plus ou moins de temps aux insinuations de l'Autriche et de la Prusse.

Ce fut long-temps, et c'est encore sans doute un sujet d'étonnement pour les hommes d'Etat, que l'alliance de ces deux maisons, essentiellement rivales et ennemies sous tous les rapports de localités, de prétentions, d'intérêts. Ce rapprochement a-t-il été le produit d'une vile intrigue de courtisans? Est-ce le simple effet de l'erreur ou d'un *mal-entendu?* La politique n'a-t-elle cédé en cela qu'aux mouvemens d'une violente passion particuliere, soit la superstition, soit la peur, soit le dépit d'avoir été long-temps dédaigné? ou bien ce sacrifice des vrais et seuls intérêts de la monarchie prussienne auroit-il été acheté par l'appât d'une conquête facile et convenue aux dépens d'un tiers? ou enfin, cette inconcevable alliance ne seroit-elle qu'une de ces perfidies profondes dont la politique du cabinet de Berlin a souvent donné le scandale, et dont l'Autriche a été quelquefois la victime? Toutes ces questions se présentent à l'esprit, et il est également difficile d'y répondre, sans risquer de s'égarer dans le vague des conjectures.

Mais ce qui paroît certain, c'est que cette réunion de deux maisons rivales a été généralement improuvée par les grands-hommes d'état de la Prusse ; c'est qu'elle a achevé de produire à cette cour une scission dangereuse pour le roi, et dont les suites sont incalculables ; c'est que la guerre dans laquelle Frédéric-Guillaume a été entraîné, a excité dans ses états un mécontentement universel ; c'est qu'il existe à Berlin une fermentation sourde, qui s'accroît tous les jours, et dont l'explosion, plus ou moins prochaine, sera terrible ; c'est que cette guerre acheve

d'épuiser les trésors amassés avec tant de peine par le grand Frédéric ; c'est que le recrutement des armées est devenu extrêmement difficile, au point qu'on ne peut, en ce moment, sans exposer la tranquillité de l'intérieur, envoyer au roi un renfort de trente mille hommes qu'il a demandé ; c'est que déjà l'on n'apperçoit plus entre les cabinets, ni même entre les deux armées, cette confiance intime, si nécessaire pour la réussite de pareils projets ; c'est qu'enfin l'on a des preuves que toutes leurs démarches ne se font plus de concert.

Peut-être, pour bien juger la conduite de la Prusse, faudroit-il ne pas l'isoler de ses autres alliés plus anciens, plus naturels, et sur-tout plus adroits ? Peut-être ce qui nous paroît plus extraordinaire dans sa politique trouveroit-il son explication suffisante dans la secrete influence des cabinets de Saint-James et de la Haye ? . . . . Mais vous concevez, messieurs, qu'il y auroit de la légèreté de publier, sur un sujet aussi délicat, des observations nécessairement hasardées ; il en résulte seulement, que plus on supposeroit de concert entre ces trois alliés, moins il deviendroit indifférent de surveiller les démarches de l'Angleterre et de la Hollande.

Ces deux puissances ont évidemment suivi, à notre égard, le même système, le même plan de conduite. Toutes deux ont pris, *ad referendum*, et se sont dispensées de répondre à la proposition formelle que leur ont faite les cours de Vienne et de Berlin d'accéder à leur ligue ; toutes deux ont rappelé les ambassadeurs qu'elles avoient à Paris ; toutes deux ont renouvelé en même-temps l'assurance de la plus exacte neutralité, mais avec une réserve commune, concernant la personne du ci-devant roi ; toutes deux ont témoigné vouloir continuer de vivre en bonne intelligence avec nous ; toutes deux, enfin, ont promis solemnellement de respecter notre indépendance, et ne vouloir s'immiscer en rien dans les affaires du gouvernement intérieur de la France.

Il y auroit toutefois une témérité impardonnable à se rassurer complètement sur les intentions réelles de ces deux puissances ; car c'est-là, sur-tout, qu'il est vrai de dire que si en général les peuples y sont favorablement disposés pour notre révolution, les gouvernemens, au contraire, l'ont prise en haîne, et que cette haîne paroît fortement caractérisée. Si, d'un côté, l'intérêt du commerce national permet d'espérer qu'ils resteront fideles à leurs protestations de neutralité, d'un autre, nous avons peut-être beaucoup à craindre des affections particulieres de ceux qui gouvernent.

La Hollande, à la vérité, n'arme pas, mais elle donne exclusivement à nos ennemis, pour les transports, pour les emprunts, pour les achats d'armes et de munitions, toutes les facilités qui sont en son pouvoir. L'Angleterre n'a équipé cette année qu'une

foible escadre, et cette escadre est même déja rentrée dans le port; mais il ne paroît pas qu'on s'apprête à la désarmer, malgré que la saison des évolutions soit passée. Enfin on ne remarque depuis un mois aucun mouvement extraordinaire dans les ports de la Grande-Bretagne, mais l'on sait que sa marine est dans tous les temps si bien ordonnée, qu'en moins de six semaines elle peut avoir en mer une flotte considérable.

L'Espagne est plus lente dans ses armemens, et c'est une des raisons de la moins redouter; mais aussi sa malveillance contre nous est plus vraisemblable. Des intérêts de famille, l'honneur d'un sang royal blessé, le nom de Bourbon justement flétri parmi nous, ne sont-ce pas aux yeux d'un roi de légitimes prétextes pour ravager la terre et verser le sang des peuples? Je ne crois donc pas, messieurs, qu'il y ait à douter un seul moment que l'Espagne ne prenne une part active dans cette guerre. Cependant jusqu'ici le conseil de Madrid n'a arrêté aucune résolution fixe; la sage circonspection du premier Ministre s'est trouvée d'accord cette fois avec les folles prodigalités de la cour, pour retarder cette fatale décision. On n'a donné encore que des ordres provisoires d'inspecter l'armée de terre, d'en vérifier l'incomplet, de préparer l'équipement éventuel d'une flotte; enfin de fortifier le cordon qui est sur nos frontieres, moins pour nous observer, que pour contenir l'impatiente inquiétude des Catalans. L'armée de terre espagnole ne compte pas aujourd'hui au-delà de 25 mille hommes; mais la marine est sur un meilleur pied. Je ne crains pas, messieurs, de vous garantir tous ces faits.

Je ne vous parlerai ni des Suisses, dont il faut peut-être en ce moment respecter les douleurs, dont il est possible encore de regagner l'attachement par quelques ménagemens, sans compromettre en rien le dignité nationale; ni de l'Italie, dont les petits princes sont habitués à rester neutres tant qu'on le leur permet, et à se déclarer pour le plus fort, quand on les force de se prononcer. Déjà vos armes ont châtié le plus insolent de ces princes; cet exemple sévere nous répond des autres.

Telles sont, messieurs, les véritables relations de la République Française avec les puissances étrangeres. Or, dans cet état des choses, quel pouvoit être, quel est encore le devoir du ministre des affaires étrangeres?

C'est de veiller à ce que l'indépendance et l'honneur de la Nation soient par-tout respectés; c'est de lui faire tenir dans les cours, par l'organe de ses agens, un langage toujours fier, toujours libre, toujours digne de la majesté d'un grand Peuple; c'est de faire protéger par-tout, et envers tous, les intérêts du commerce national, et les individus honorés du titre de citoyen français; c'est de détruire les impressions défavorables à notre cause, que nos ennemis n'ont que trop souvent réussi à propager; c'est de travailler à diviser ces ennemis entre eux, à en diminuer le

nombre, à augmenter au contraire celui de nos amis, à maintenir les puissances neutres dans leurs bonnes dispositions, à raffermir les foibles qui chancellent. Je me suis prescrit ces devoirs en entrant au poste auquel j'ai été appelé, et j'ose croire que mes efforts n'ont pas toujours été infructueux : du moins tous les moyens qui étoient en mon pouvoir ont été employés avec ce zele ardent que le patriotisme seul peut inspirer.

Des négociations importantes ont été entamées, et elles promettent une heureuse issue ; il en est une sur-tout qui intéresse essentiellement l'existence politique de la République Française..; je m'abstiens d'en dire davantage ; sans doute vous approuverez cette reserve, sans laquelle nous risquerions de perdre tout le fruit de nos tentatives. Dès que vous l'ordonnerez cependant, je pourrai déposer ces secrets importans dans le sein d'un comité choisi, en attendant qu'il n'y ait plus de danger à les révéler en public.

Mais je ne dois pas différer plus long-temps de vous rendre compte des sommes que l'Assemblée-nationale-législative a remises dans les mains du ministre des affaires étrangeres, pour les dépenses secrettes de ce département. J'ai l'honneur de remettre ce compte sur le bureau : il en résulte que des six millions décrétés le 26 avril dernier, il a été dépensé la somme de 2,016,000 liv. y compris 500 mille livres accordées aux Belges et Liégeois par décret de l'Assemblée nationale ; et qu'il reste encore, tant à la trésorerie nationale que dans la caisse du département des affaires étrangeres, celle de 3,984,000 livres.

J'ai reçu encore un autre dépôt. Il consiste en tabatieres, montres, bagues à brillans, boîtes à portraits et autres effets précieux, que ci-devant l'on distribuoit aux agens politiques étrangers, ou autres personnes, dont l'on recherchoit le crédit. Il falloit bien recourir aux vils moyens de la corruption, quand la diplomatie n'étoit que l'art de la dissimulation, de la perfidie, de l'imposture, de la tromperie ; quand le plus rusé négociateur étoit aussi le plus célebre ; quand le titre de grand politique étoit réellement le synonyme de grand fourbe ; quand tout le talent des ministres les plus renommés étoit de tout brouiller, pour avoir ensuite la gloire aisée de tout débrouiller. Mais aujourd'hui que notre politique sera aussi franche que peu compliquée, aujourd'hui que nous n'avons plus d'autres présens à offrir aux peuples que justice et liberté, que nous n'avons à en exiger pour nous-mêmes que paix et justice, la Convention nationale jugera sans doute que ces richesses frivoles peuvent être employées plus utilement en les échangeant contre du fer, le métal de la liberté.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.